

ECONOMIE ET SOCIETE

Guibourg Delamotte
Asia Centre

Le mandat de M. Koizumi, Premier ministre depuis 2001, expirera à la fin du mois de septembre. Il aura été en poste aussi longtemps que Nakasone Yasuhiro, et aussi populaire que Yoshida Shigeru, le premier chef de gouvernement japonais de l'après-guerre.

Sur le plan interne, M. Koizumi aura incarné la réforme. Les grandes banques qui ont fusionné en trois groupes, ont assaini leurs comptes en 2005. La réforme postale engagée par M. Koizumi, et qui devra être mise en œuvre par ses successeurs, revêtait une importance politique et économique considérable. Avec 2 820 milliards d'euros environ en épargne et assurance vie, la Poste concentre en effet le quart de l'épargne des ménages, ce qui en fait l'un des plus grands établissements financiers du monde. L'opposition politique à cette réforme fut telle que le Premier ministre déclencha des élections en septembre 2005, pour contraindre ses opposants à se rallier à son projet. L'autre grande réforme à avoir agité la scène politique japonaise, est celle, en 2004, du régime général des retraites, insuffisante aux yeux de l'opposition.



Certaines des réformes entreprises par M. Koizumi n'ont pas suscité autant de remous. Tel a été le cas par exemple de la poursuite de la déréglementation (de certaines professions comme les chauffeurs de taxis, ou de la vente de certains médicaments en supermarchés), de privatisations mineures (ce sont désormais des prestataires privés qui mettent les contraventions de stationnement) ou de la réforme administrative visant à réduire le nombre de fonctionnaires. Une grande œuvre de décentralisation a aussi été lancée en novembre 2004, mais elle se heurte à la réticence des parlementaires et à la mauvaise volonté de certains ministères, en sorte que certaines de ses modalités de mise en œuvre sont encore en discussion. Enfin, le principe de la privatisation des autoroutes a été adopté, mais à une échéance encore lointaine, et seulement après que le Premier ministre, battant en retraite sur ce point, ait concédé aux élus et au lobby du BTP l'achèvement de tous les (très coûteux) projets de construction déjà avalisés, même lorsqu'ils paraissaient inutiles.

La politique de M. Koizumi et de son équipe, notamment de Takenaka Heizô, ministre des Affaires générales et responsable de la privatisation de la Poste, et de Nakagawa Hidenao, président du comité politique du PLD, a porté ses fruits, aidée par une conjoncture économique favorable.

Le Japon semble être enfin sorti de la crise économique qui a commencé avec l'éclatement de la bulle financière en 1990. L'année fiscale 2005 a connu une croissance de 3,2%, parmi les plus élevées de l'OCDE. La production industrielle et l'investissement privé ont repris. Les marges des entreprises augmentant, certaines d'entre elles ont pu dès 2003 recommencer à consentir des augmentations de salaires, y compris parfois pour les travailleurs à temps partiel. Le taux de chômage est revenu à 4% (son niveau le plus bas depuis huit ans) et la consommation s'est redressée.

Les prix des terrains, notamment à Tôkyô, ont repris une courbe ascendante – sans avoir pour autant, tant sans faut, retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. La déflation, qui hypothéquait depuis 1998 toute possibilité de reprise robuste, semble toucher à sa fin : depuis le 14 juillet 2006, la Banque du Japon s'est écartée de sa politique de taux zéro en portant son taux de base à 0,25%. Toutefois, une incertitude demeure : le niveau de l'inflation a dû être revu à la baisse au début du mois de septembre.

Malgré ce bilan satisfaisant, Koizumi lègue à son successeur des problèmes difficiles. Le premier est celui de la dette publique. Bien que Koizumi en ait fait une priorité et s'y soit

attaqué avec des mesures politiquement courageuses, comme la réduction des dépenses de travaux publics, elle n'a cessé d'augmenter et atteint désormais 170% du PNB, alors que le déficit budgétaire se maintient autour de 6% du PIB. Le gouvernement prévoit un retour des finances publiques à l'équilibre en 2011 – mais hors paiement des intérêts de la dette – en misant avant tout sur des mesures d'économie et une embellie fiscale liée à la reprise économique.

Malgré les réformes de 2004, le débat sur le financement des retraites est loin d'être clos. L'augmentation des cotisations et une importante diminution des pensions ne suffiront pas à sauver le régime général à terme. Si l'on y ajoute les coûts croissants de la protection sociale engendrés par le vieillissement massif de la population et par la précarisation de l'emploi, une réforme du système fiscal qui procurerait les ressources nécessaires, à commencer par une augmentation de la TVA (encore limitée à 5%), apparaît inévitable (les candidats à la présidence du PLD, comme l'opinion, y paraissent résignés).

Alors que la crise semble terminée, la société japonaise est travaillée par le sentiment d'un accroissement des inégalités sociales. Les emplois à mi-temps ou à temps partiel représentent désormais un tiers des emplois. Le prochain gouvernement sera appelé à combler les lacunes du système d'aide sociale en créant de nouveaux « filets de sécurité ». Il ne pourra pas non plus ignorer les phénomènes de marginalisation qui sont apparus chez les jeunes à la fin des années 1990 et se sont aggravés depuis : un peu plus de deux millions de *freeters* vivent d'un petit emploi à un autre, et environ un million de NEETS (*Not in Employment, Education or Training*) se refusent à intégrer le monde du travail.

En outre, l'endettement des ménages est élevé : 16% des Japonais auraient un crédit avec au moins cinq sociétés de prêts à la consommation, parmi lesquelles prospèrent nombre d'officines liées aux *yakuza*. Après plus de trois décennies d'atermoiements, les autorités ont fini par s'y attaquer. En janvier 2006, un arrêt de la Cour suprême a plafonné les taux d'intérêts entre 15% et 20% selon la nature des prêts, et une réforme générale du prêt à la consommation, à l'étude, devrait aboutir sous le prochain Premier ministre.

Mais à terme, le grand défi du Japon est sans doute le déclin de la natalité. Avec seulement 0,29 enfant par femme, la population a commencé à diminuer en nombre absolu. L'effort du gouvernement en matière de politique familiale (congé parentaux, allocations) n'a jusqu'à présent guère obtenu de résultats, et devra sans doute encore se renforcer. Le dernier

diagnostic du ministère de la Santé et du Travail, dans son *Livre blanc 2006*, estimait que les Japonais n'avaient pas le temps de faire d'enfants parce qu'ils travaillaient trop. C'est dans cette direction que semble maintenant s'orienter la réflexion. Mais la diminution de la population active et le retour à la croissance ne jouent pas dans le sens d'un recul de la durée du travail. A moins de recourir à la main d'œuvre étrangère. Le Japon, qui vient d'ouvrir la porte à un millier d'infirmières philippines et compte un nombre croissant d'informaticiens indiens (soixante-dix sociétés indiennes d'informatique y sont installées), semble devoir s'y résoudre sur la base de « l'immigration choisie ».